

Annexe 3 : Impasse écono-écologique en Côte d'Ivoire
Rapport sur la situation chez les Toura à l'ouest de Côte d'Ivoire
basé sur des analyses locales et les résultats d'un atelier de réflexion sur les objectifs du
millénaire pour le développement dans le cadre du groupe LAGSUS
à Abidjan, du 22-26 août 2005
par
Thomas Bearth
LAGSUS¹

Au-delà de la survie

Dans cette situation de grande privation et d'absence totale de mesures externes favorables au développement², quoi d'autre peut-on s'attendre à trouver si ce n'est une population en prise au découragement et réduite à la quête de la survie au quotidien? En effet, la situation qui prévaut actuellement dans l'ouest de la Côte d'Ivoire est celle du développement zéro, à tout point de vue : il n'existe plus d'écoles dans les villages, pas de traces d'économie digne de ce nom, les ONG ont pris la clé des champs, les services de santé, de banques et d'expansion agricole sont également aux abonnés absents. Les routes principales, telle celle de Duékoué à Man et Touba, sont restées en bon état d'une part parce qu'elles avaient été bien construites ; mais aussi parce que la circulation s'y fait rare excepté la présence de véhicules militaires et quelques rares taxis de brousse. Les gens se déplacent beaucoup moins à cause des nombreux points de contrôle qui leur réclament des taxes.³

L'ouest de la Côte d'Ivoire a été déclaré « no-go zone » par le Haut commissaire du HCNUR les premiers mois qui ont suivi le début de la guerre ; de ce fait, mêmes les humanitaires étaient priés de ne pas s'y rendre. La situation est différente aujourd'hui car la Croix Rouge y est présente, l'assistance à l'enfant aussi, Médecins sans frontières s'évertue, quant à lui, à faire fonctionner l'Hôpital de Man, le seul ouvert dans une vaste région comptant des centaines de milliers d'habitants. Des entraîneurs encadrés par « Sport pour la Paix », une association suisse basée sur place, organisent des jeux pour les enfants de groupes ethniques différents, ouvrant ainsi la voie

¹ Suite d'une analyse (disponible sur demande) de la situation politique en Côte d'Ivoire après la médiation de Thabo Mbeki et avant son compte-rendu négatif à l'ONU du 31 août 2005.

² « Nous nous trouvons en prison aujourd'hui comme jamais nous ne l'avons été », déclare l'un des anciens du village de Gouané qui, dans ses années, avait vu le gouverneur français se déplacer dans les villages portés à bras d'homme sur une.

³ DG-203 : 96.

pour un avenir exempt de tensions ethniques comme certains se fourvoient à y voir la cause principale des troubles, au lieu d'un effet collatéral.

Pour la population, « no-go » est devenu « no-future », pas d'avenir pour eux ni pour leurs enfants. Aucun des enfants nés après le déclenchement du conflit armé n'a pu être enregistré au registre de l'État civil car tous les officiels ont déguerpi par crainte des représailles des rebelles.⁴ En ce qui concerne les enfants en âge scolaire, de grands centres, tel Man, ont rouvert leurs écoles. Pour ce qui est des villages, trois années auront passé sans qu'aucune éducation formelle ne soit offerte aux enfants sur une base régulière.⁵ Outre le service public qui s'est disloqué du jour au lendemain, les commerçants et la population aisée – qui étaient restés après les premières attaques et la reconquête de la région par les troupes gouvernementales qui s'en est suivie – avaient été évacués par les militaires français fin novembre 2002 après que les rebelles eurent pris d'assaut la ville de Man pour la seconde fois. La grande majorité de la population avait perdu ses biens lors des pillages qui en ont résulté jusqu'au moment où les rebelles y mirent fin en infligeant des punitions draconiennes aux pilleurs. Comme déjà mentionné, les fonctionnaires, y compris les enseignants, les infirmiers d'état et les agents agricoles avaient déserté la région déjà lors des premières attaques des rebelles. Suite à la seconde hémorragie que constitue le départ de la population aisée de Man et de sa périphérie, le pouvoir d'achat permettant la vente des produits que les femmes du village offraient au marché avait également suivi les bagages des partants. Du coup, les femmes n'avaient plus l'argent liquide indispensable pour « la sauce »,⁶ considérée

⁴ 3D-103, 9.25.

⁵ DG-203 : 451-487 : Pour les détails, voir les témoignages concordants de deux femmes, l'une jeune et originaire de Gouréné dans le sud-ouest et l'autre âgée et originaire de Kpata dans le nord-ouest. Lors de la première interview de groupe faite à Kpata en janvier 2004, un groupe de villageois fut interrogé sur les effets négatifs de la guerre. Les femmes présentes furent promptes à répondre *nñá keáá kalang leá koáo*, « Aucun enfant ne va à l'école. » (Kpata : D-102 : 292). Dans certains cas, des mesures de fortune ont été essayées, en utilisant par exemple des jeunes pour combler le vide (DG-2003 : 46ff ; Dio : D-103 ; 9.25). La conclusion tirée par la vieille femme analphabète de Kpata semble résumer au mieux la situation actuelle : *Kalaô aàa bhe wññnle saáaànle koáo* « À l'heure actuelle, il n'y a pas d'école dans le pays Tura. » Des projets – y compris celui concernant la rénovation des bâtiments scolaires construits au début des années 1970 et à présent dans un état de délabrement total – ont été mis en suspension (D-102 : 1816f.)

⁶ Le terme *zñáán*, 'sauce' en français, comprend tout ce qui fait de se nourrir une activité digne, au-delà du simple fait de se remplir le ventre. Voir la différence entre « nourriture de base » et « sauce » dans Padmanabhan (2004 : 151). La vieille femme de Kpata demande : *Waááa àà lōá ke bhaññàn aàa bhe le?* « Qui achète nos produits s'il n'y plus personne ? » (DG-203 : 163).

comme leur contribution financière à l'alimentation et au bien-être de la famille. Résultat : la région a « régressé ».⁷

Le recul de la diversité ethnique constitue un aspect particulier de ladite régression. Seuls les groupes ethniques originaires de la région de Man sont restés, tous les autres sont partis.⁸

Zéín et balais de nervures de feuilles de palme comme indicateurs de la mutation des relations de genre

Ne plus être en mesure d'offrir « la sauce » en générant un revenu grâce aux activités para-agricoles est l'un des revers les plus sérieux, du point de vue des femmes toura, et auquel il faut impérativement remédier. Car l'absence d'opportunités économiques les prive non seulement de moyens de satisfaire les besoins de base de leurs familles, mais cette situation affecte aussi négativement leur position dans les rapports d'équilibre du genre. Dans les sociétés rurales et les économies des villages traditionnels, les activités des femmes générant des revenus sont intimement liées à la division du travail entre les sexes. La mise de côté dans l'espace et dans le temps des domaines d'activité sous l'emprise des femmes a largement été documentée en Afrique de l'ouest et en Afrique en général (Dolphyne 1991 : 57ff. ; Schäffer 1995, Schäffer sur le Zimbabwe). En ce qui concerne les Toura, l'échantillon d'analyse socio-économique bien documentée de Böni (1993), ch. 5) fournit un excellent contexte général sur la sensibilité des relations du genre, dont la situation actuelle peut être mise en contraste.⁹

L'un des aspects des activités subsidiaires des femmes toura est la production des ingrédients additionnels pour assurer le cycle nutritionnel qui dépend de la variation saisonnière ; l'autre étant le fait de générer des revenus. Ces deux aspects sont compris dans le terme zéín, et les deux sont complémentaires et se veulent facteurs micro-économiques des ménages individuels. Toutefois, ils doivent être mis de côté si l'on désire comprendre l'impact réel de la guerre sur la position sociale des femmes. En fait, à cause de la guerre et de l'effondrement de l'économie locale qui s'en est suivie, les femmes peuvent être empêchées de gagner de l'argent ; elles

⁷ DG-203 : 99-106. Bien que les exactions et les cruautés aient cessé, le résultat net se résume dans ses mots : *Keá koaà sñáñá keá daayeàa zää*, « Mais notre région a régressé »(99). Pour la notion du développement négatif, voir « Développement et anti-développement – une conception bi-polaire du développement ».

⁸ DG-203 : 102-105.

⁹ Pour la division économique du travail entre hommes et femmes, elle écrit (Böni 1993 :44) : « Dans les deux villages [Dozéré et Kanta, le premier toura, dans la S/P de Gbonnl ; le second, yacouba-mahou, dans la S/P de Biankouma], il faut noter que les femmes et les hommes ont un budget séparé et géré de façon indépendante ». Il est vrai que le village toura qui sert de terrain à Böni n'est pas le même que ceux auxquels se penchent les travaux de recherche LAGSUS. Néanmoins, presque tous les paramètres importants sur lesquels se basent les conclusions de Béni sont généralement valables pour les autres villages tura dans la partie montagneuse de leur habitat.

parviennent néanmoins à offrir « la sauce » à leurs familles grâce aux produits de leurs champs. Leur insistance à gagner de l'argent et à reconquérir le terrain économique perdu à cause d'événements sans précédent ne saurait simplement s'expliquer par le seul besoin d'assurer la survie physique des leurs. Une autre explication s'avère nécessaire.¹⁰

Dans les conditions normales antérieures à la guerre, zéín représentait un domaine non seulement complémentaire, mais aussi un terrain de rivalité entre les sexes. La question cruciale étant de savoir qui contrôle les nouvelles ressources additionnelles générées par les activités para-agricoles des femmes et non strictement indispensables à « la sauce » ? Tandis que de minimes sommes d'argent gagnées par les femmes en vendant des légumes au marché ne prêtent quasiment pas à polémique quant à leur droit d'en disposer, l'élargissement du principe de propriété féminine grâce aux activités générant de l'argent est fortement contesté dans la société toura. Ce qui a conduit à une déclaration abondamment citée, attribuée à un homme d'un certain village : Nóñbò-le, kō-le kó àñ-le sī' za le.¹¹ « Les femmes – c'est *nous* (les hommes) qui *les* avons épousées (et non l'inverse) », exprimant ainsi une réclamation du droit de propriété des époux sur l'argent gagné par leurs épouses en vertu du contrat de mariage et de la dot. Au moins partiellement, c'est dans ce contexte de compétition et, dans le même temps, de renégociation des termes du contrat traditionnel liant le genre que l'insistance des femmes – en général – à préserver leur domaine d'activité afin de s'assurer une indépendance économique ou à le recréer sous les conditions économiques changeantes, doit être compris.

Calculée en terme d'argent, la contribution des femmes à l'économie domestique était, de loin, inférieure à celle des hommes dans les circonstances « normales » qui prévalait avant la guerre. Même avant la baisse des prix de vente de cacao et de café due aux effets combinés de la chute des prix sur le marché mondial et le plan d'ajustement structurel imposé par les bailleurs de fonds internationaux au début des années 1990,¹² le revenu des hommes provenant de la vente des récoltes était de loin resté la source de revenu la plus importante. C'est avec cet argent qu'étaient

¹⁰ Cette analyse ne résiste pas aux faits. En réalité, des ingrédients tels que le sel et les cubes Maggi, indispensables pour l'équilibre nutritionnel, doivent être achetés au marché, tout comme par exemple le pétrole, nécessaire pour l'éclairage. Le manque à gagner nécessitant une activité génératrice de revenu, si modeste fût-elle, est donc réel et lié à la survie.

¹¹ Pour une analyse linguistique et pragmatique de cette phrase quasi-proverbiale, voir Bearth (en préparation), *Understanding focus*, chapitre 4.

¹² La « Caisse de stabilisation » ivoirienne qui compeçait la différence entre les prix des producteurs garantis et les prix d'achat sur le marché mondial a dû être liquidée dans les années 1980 comme partie du plan d'ajustement structurel.

payés les frais de scolarité, de transport, les soins médicaux, les taxes administratives et les contributions communautaires sans taire le fait que les investissements à caractère individuel et communautaire, par exemple le développement, tout comme les réparations ou la maintenance, la durabilité dans un sens primaire et surtout technique, dépendaient également de la même source de revenu.¹³

En comparaison, les revenus obtenus par les activités para-agricoles des femmes comptaient comme petit argent liquide et étaient destinés, hormis le zéïn, aux besoins vestimentaires et à d'autres petits besoins pour elles et les enfants. Ce qui est le plus significatif c'est son importance idéologique, liée au genre, que lui confèrent les femmes elles-mêmes et la façon dont cela affecte les relations entre les sexes.

La modification des rapports de force suscités par le poids économique tend, d'une part, à provoquer la rivalité et la dispute sur le droit de propriété, et se reflète d'autre part dans les relations changeantes du genre.¹⁴ Le déclin progressif et l'instabilité des revenus des hommes semblaient donner un poids plus élevé à la contribution des femmes à l'équilibre micro-économique, avec des effets à long terme sur l'équilibre idéologique déterminant les relations du genre. De nombreux enregistrements de témoignages provenant des deux sexes faits peu avant que la guerre n'éclate indiquent que l'équilibre, déjà fragilisé, était en fait sur le point de basculer en faveur des femmes, du moins sur le plan de la rhétorique.¹⁵ Les mêmes facteurs macro-économiques défavorables qui, de toute évidence, réduisaient le pouvoir économique des hommes, créaient pourtant un environnement micro-économique favorable pour les femmes, leur permettant de développer leur potentiel d'entrepreneuses au-delà des rôles qui leur sont assignés dans l'ordre traditionnel garanti par l'autorité des anciens, sans qu'elles aient eu besoin d'affronter rhétoriquement ces derniers <la révolution silencieuse>.¹⁶ À ce stade, les hommes étaient en général déjà conscients de la mutation du rôle des femmes dans la société et en étaient

¹³ Voir Böni (1993 : 44). La différence de revenus générés par la récolte d'une part et par la culture de légumes d'autre part (ibid. ; Fig. 5.3) saute aux yeux.

¹⁴ Voir le débat entre les femmes à ce sujet enregistré le 2 juillet 1964.

¹⁵ Interrogé pour savoir si, selon lui, les femmes respectent toujours les hommes, un homme a répondu au cours d'une interview publique : « Les *hommes* respectent les *femmes*. » (Notes de séminaire, le 16 septembre 2002).

¹⁶ « Le pouvoir de décision villageois est entre les mains du chef et celles des notables. Leur accord est nécessaire pour tout changement au niveau du village, même si celui-ci touche surtout les femmes. » (Böni 1993 : 54). Le rapport de Böni sur la situation à Dozéré, comme comparée à celle de Kanta (Böni 1993 : 52f.), confère une impression générale d'un climat participatif complet de dialogue inclusif, sans discrimination d'âge ni de sexe, avec la seule condition que la décision finale est appartient au chef du village.

solidaires, d'après ce qui ressort des interviews de groupe (entre hommes uniquement). Ils étaient aussi davantage conscients de la dépendance des hommes des femmes, au point d'admettre le fait que la femme puisse participer à la prise de décisions, du moins au niveau du ménage.¹⁷

Pour résumer la situation qui prévalait en matière de genre – comme il en ressort dans de nombreuses interviews faites en 2001 et 2002, environ 12 ans après les recherches de Böni – compte tenu du fait que d'après les recherches de Böni dans un village toura en 1990, les relations entre le genre étaient déjà incontestablement en train de se modifier. En 2002, ce glissement est publiquement été reconnu par les deux parties.

La tendance de ce changement penchait clairement en faveur du renforcement de la position de la femme dans la société, en reflétant principalement sa reconnaissance non seulement dans sa fonction procréatrice et de soutien dans les activités agricoles, mais aussi dans son rôle de génératrice de revenus. Du fait de ces tendances observées peu avant l'éclatement de la crise actuelle, pourrait-on affirmer que les effets de la guerre sur les relations régissant le genre ont beaucoup accéléré une évolution qui s'était déjà amorcée et qui aurait probablement conduit au même résultat même si la Côte d'Ivoire était restée un pays stable comme elle l'était auparavant? La réponse probable est non. L'hypothèse selon laquelle les changements dans l'équilibre du relatif du pouvoir économique des deux sexes se reflètent dans la perception modifiée des asymétries du genre doit être considérée avec précaution, car il faut surtout prendre en compte la différence des facteurs de temps touchant les domaines socio-culturels et socio-économiques. À supposer que cela soit tant soit peu vrai, l'irruption soudaine de troubles civils dans une situation relativement stable antérieurement et les effets néfastes sur l'économie locale qui en ont résulté peuvent très bien avoir favorisé une mutation radicale des relations du genre, beaucoup plus que cela ne se serait produit dans des circonstances « normales ».

Yorola – la vieille femme originaire d'une des régions les moins affectées par les atrocités de la guerre¹⁸ – résume, avec une étonnante clairvoyance, la situation économique de son village Kpata, un an et demi exactement après que les rebelles en avaient pris le contrôle : fēyaa «la pauvreté» est le mot-clé, renforcé par un idéophone intensifiant (tèkè), répété plusieurs fois et renforcé par une analogie graphique, selon lequel le billet de banque est devenu si transparent que l'on peut

¹⁷ Les enregistrements faits avant le début de la guerre, en particulier ceux de Benomba (le 12 septembre 2002) et Kpata (groupe de femmes, le 15 septembre 2002) devront être analysés à la lumière des récentes hypothèses sur le changement des relations entre le genre chez les Tura. Voir la transcription *Gbonbha 020912-gs, p. 26ff.* et le compte rendu *IW meeting020916/Genre*. Selon ces sources,

¹⁸ D'après ses propres mots (D-203 : 179-71)

compter les objets en regardant à travers au lieu de compter l'argent.¹⁹ Partant de cette note suggestive, je dois à cette vieille femme, qui était notre voisine voilà quarante ans, une image lucide et succincte des deux causes majeures de la *fēyaa* :

(i) Contrairement à la dépendance des pluies saisonnières et suffisantes susceptibles d'affecter positivement ou négativement les récoltes de café et de cacao dans les circonstances normales, l'absence des échanges commerciaux normaux, due à la guerre, a rendu même les bonnes récoltes aléatoires, anéantissant ainsi la source de revenus des hommes.²⁰

Il n'existe pas non plus de marché, bien que pour d'autres raisons permettant aux femmes de vendre les modestes produits de leurs champs. Les revenus des femmes se sont eux aussi amoindris.²¹

Ceci est un bon exemple de ce que je propose d'appeler *analyse locale*. Elle est confirmée par des corrélations macro-économiques construites à partir de sources extérieures :

Le transfert des produits vers le sud jusqu'aux ports – passant par la « zone de confiance » placée sous la garde de forces d'intervention françaises – demeure complètement bloqué. Toutes les activités commerciales ont été ré-orientées vers l'ouest et le nord, à travers les frontières avec la Guinée et le Mali désormais fictives, canaux commerciaux traditionnellement sous le contrôle des marchands manding.²²

Cette « échappatoire » n'est ouverte que pour des denrées non périssables et dont les frais de transport restent dans les limites du raisonnable – une condition qui favorise l'exportation des denrées non comestibles des régions des forêts bordant la savane, comme c'est le cas pour la région des montagnes toura. D'où le boom quasi-industriel des balais de nervures de feuilles de palmiers.²³

En outre, de nombreux cas témoignent du fait que les femmes toura essayent à la fois des produits alternatifs et d'autres stratégies de marketing – certaines témoignant de leur capacité innovatrice – afin de remédier au désastre économique pour se rendre compte qu'il n'existe pas

¹⁹ D-203 : 145-154.

²⁰ L'ouest du pays, beaucoup plus que le nord est totalement coupé de la vie économique du sud et des exportations à partir des ports. L'exportation des produits bruts vers la Guinée et le Mali, pour autant qu'elle fonctionne, se fait dans conditions dérisoires

²¹ Voir la description graphique des femmes jetant leurs produits aux ordures dans DG-203 : 562-572, contraste entre la situation antérieure et la présente.

²² Il n'est pas surprenant que ces marchands appelés Dioula soient localement perçus comme l'une des deux classes bénéficiaires, l'autre classe étant les personnes ayant rejoint la rébellion et leurs familles (DG-203 : 592ff.).

²³ Voir les photographies et l'enregistrement vidéo V-1.

de marché pour ces alternatives non plus : pois, vergers, porc volaille, attiéké. On est obligé de conclure que la diversification est une bonne chose mais elle ne pouvait pas répondre aux attentes en l'absence de débouchés économiques. Le projet pilote de l'élevage de volaille a été introduit avec succès dans certains endroits avant le déclenchement des hostilités, mais comme il dépend de produits vétérinaires fournis par les services agricoles de l'État, il était condamné à périliter lorsque ces services ont cessé de fonctionner.

C'est cette impasse économique qui explique le transfert des activités commerciales orientées vers la vente de légumes à l'industrie de balais de nervures de feuilles de palmiers, avec des conséquences écologiques désastreuses. C'est un changement qui s'est opéré en désespoir de cause, histoire de sauvegarder à tout prix une source minimale d'argent pour arriver à compenser, ne fût-ce que partiellement, la perte des gains des hommes et des femmes à leur disposition dans les circonstances normales.

Encore faut-il préciser que la confection de ces balais n'est nullement innovatrice et se faisait déjà depuis longtemps (Böni 1993 : 90 haut). Par contre la nouveauté est le fait que cette fabrication est devenue l'unique source de revenu et est de ce fait pratiquée à une échelle quasi-industrielle, menaçant ainsi de détruire l'équilibre écologique, l'une des ressources²⁴ les plus importantes et l'une des caractéristiques marquantes de l'héritage naturel des Toura.

²⁴ Holas (1962).